



ARRETE 2026-135

**REGLEMENTANT LA CIRCULATION
ET INTERDISANT LE STATIONNEMENT
CHEMIN DE LA CHUTE
11, 39 et 41 RUE DE LANGENNERIE
33 RUE DE LA MAIRIE
4 PLACE CHARLES SPIESSERT
RUE DES GUESSIÈRES**

Le Maire de CHANCEAUX SUR CHOISILLE,

- VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales ;
- VU** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état ;
- VU** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU** le code de la route et notamment les articles R 110.1, R 110.2, R 411.5, R 411.8, R 411.18 et R 411.25 à R 411.28;
- VU** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;
- VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (Huitième partie : signalisation temporaire - approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié) ;
- VU** la demande de la **SAS PEREIRA TELECOM** - 16 rue de l'Eglise - 28140 ORGERES EN BEAUCE - en date du 02 septembre 2026 qui doit réaliser des travaux de terrassement pour dépose de câble téléphonique situé, Chemin de la Chute, 11, 39, 41 rue de Langennerie, 33 rue de la Mairie, 4 Place Charles Spiessert, rue des Guessières sur le territoire de Chanceaux sur Choisille,

CONSIDERANT QUE, pour réaliser ces travaux, il convient de réglementer la circulation et le stationnement, Chemin de la Chute, 11, 39, 41 rue de Langennerie, 33 rue de la Mairie, 4 Place Charles Spiessert, rue des Guessières, sur le territoire de Chanceaux sur Choisille,

ARRETE

- Article 1 :** A compter du 07 septembre 2026 pour une durée de 05 jours, en raison des travaux, la circulation, Chemin de la Chute, 11, 39, 41 rue de Langennerie, 33 rue de la Mairie, 4 Place Charles Spiessert, rue des Guessières, doit être modifiée.
- Article 2 :** La circulation dans la rue sera limitée à 30 kms/heure. L'alternat de circulation sera réglementé en conséquence à l'aide de panneaux B15 et C18 ou de panneaux manuels ou par feux tricolores si nécessaire. Le stationnement sera interdit de part et d'autre du chantier. Il faudra laisser 3 mètres sur la voie publique afin que les bus puissent passer. La signalisation pour que les piétons prennent le trottoir d'en face devra être apposée.
- Article 3 :** La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle (- 8^{ème} partie signalisation temporaire) sera mise en place et entretenue par la **SAS PEREIRA TELECOM**.
- Article 4 :** Les dispositions définies à l'article 2 seront applicables à compter du 07 septembre 2026 pour une durée de 05 jours et prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 3 ci-dessus, étant entendu que les travaux ne pourront débuter que si l'entreprise se trouve en possession du présent arrêté.
- Article 5 :** La **SAS PEREIRA TELECOM** est tenue de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en

état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Article 6 : Le présent arrêté sera affiché aux extrémités du chantier ainsi qu'en mairie.

Article 7 : La **SAS PEREIRA TELECOM** sera responsable de tout incident ou accident qui pourrait survenir lors de ces travaux.

Article 8 : La Directrice Générale des Services, le Commandant de la brigade de Gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé.

Chanceaux sur Choisille, le 02 septembre 2026

Sous le n°	135
PUBLIE ou NOTIFIE le	02/09/2026
ACTE EXECUTOIRE	02/09/2026

Le Maire

Frédéric DARRON



Le Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.